



La Commune



La crise de l'euro

Une nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale

Commencé de rédiger début octobre 2011, ce texte ne pouvait totalement anticiper l'accélération de la crise politico-financière en Europe. La Grèce, en crise sociale ouverte, refuse de subir les diktats des dirigeants européens, de la BCE et du FMI, de mettre en oeuvre les plans d'austérité et de rembourser une dette souveraine pourtant déjà fortement décotée. Début novembre, la dernière réunion du G.20 à Cannes a révélé l'incapacité des grandes puissances, à résoudre le problème grec et l'énorme endettement de plusieurs Etats de la zone euro.

Dans l'attente d'une solution politique, le Premier Ministre socialiste grec, Georges Papandréou a été contraint à la démission. Ultime manoeuvre politique face à l'ingouvernabilité du pays et une pression sociale devenue ingérable ? Dernier moyen d'éviter la convocation immédiate d'élections ? Sursaut d'orgueil face aux humiliations subies par des dirigeants politiques de la part de " missions " de technocrates arrogants et omniscients ? Peut-être un peu de tout cela. Mais l'important c'est qu'à travers cette décision se soient révélés un sursaut de souveraineté et un rejet massif des mesures d'austérité de la part du peuple grec lui-même. C'est cela qui a conduit aux cris d'effroi de tous les " experts " financiers et aux communiqués alambiqués des partis " de gouvernement " européens, sociaux-démocrates ou libéraux. La décision serait " irresponsable " car pouvant contribuer à la mobilisation de tous ceux qui sont les premières victimes de la crise : la grande masse des citoyens et des peuples.

La réaction des " marchés " (forte baisse des Bourses mondiales) a été à la mesure de l'événement. Le dernier plan " d'aide " à la Grèce de 100 milliards d'euros, conditionné aux mesures d'austérité et à de nouvelles privatisations, devait en partie servir à rembourser, après décote des titres grecs, les 50% de dettes encore dues aux banques européennes. Ce plan " de sauvetage " devenu caduc, c'est non seulement le maintien de la Grèce dans la zone euro qui est posée mais aussi, dans son entier, la solidité et la solvabilité du système européen des banques créancières, banques qui seraient contraintes d'abandonner la totalité de leurs créances sur ce pays mais aussi bientôt sur d'autres pays

comme l'Italie, l'Espagne ou même la France.

L'Italie, troisième pays au sein de l'Union européenne, est concernée avec une dette quadruple de celle de la Grèce. La démission de Berlusconi n'a pas réussi à rétablir la crédibilité politique d'un pays maintenant menacé de faillite. La France, qui pour les experts a déjà perdu son " triple A ", est maintenant en première ligne, contrainte de se refinancer à des taux d'intérêt qui vont encore aggraver son déficit budgétaire, risquant de la mener tout droit à la faillite. Dans une économie mondialisée, la crise ouverte de la zone euro aura nécessairement des répercussions sur les autres secteurs de l'économie mondiale et notamment aux Etats-Unis. Dans ce pays, l'annonce, le 31 Octobre, de la plus grosse faillite d'institution financière depuis Lehmann Brothers, celle de MF Global, victime d'avoir parié sur la dette souveraine de pays européens est le signe annonciateur de difficultés grandissantes pour tout le système.

Les discussions et obscures tractations sur la " recapitalisation " des banques comme condition de leur survie sont à nouveau à l'ordre du jour. N'en doutons pas, ce sont les Etats (et derrière eux pour tenter de les renflouer. La volonté des gouvernements d'aggraver encore les plans d'austérité en témoigne. Mais, de plus en plus, la conscience politique grandissante des citoyens et de la jeunesse est devenue un obstacle majeur à la mise en pratique de ces solutions. Il est grand temps d'ouvrir les livres de compte, de répudier des dettes qui n'ont, le plus souvent, profité qu'aux spéculateurs, de mettre le système bancaire sous contrôle de ses usagers et au service de la production.

Ce texte poursuit la réflexion engagée au cours d'un texte précédent consacré à la " guerre des monnaies ". Il s'agit en fait, par delà la " chronique des événements " de la crise, en particulier dans leur dimension financière et monétaire (crise des dettes " souveraines ", avenir et " survie " de l'euro) de rappeler dans quelle problématique cette crise s'est inscrite depuis maintenant plus de trois ans. Pour nous, le fil conducteur reste celui de l'analyse marxiste à travers l'évolution du capitalisme de " concurrence ". La crise a au moins un mérite : elle " révèle " la concurrence mais elle tend aussi à l'exacerber. Elle met donc en évidence les nouvelles conditions de valorisation du capital, de recherche du profit. Elle se traduit par des processus complexes et différenciés de " destruction-création " de valeur et illustre aussi les mécanismes liés à la " suraccumulation " du capital, à la surproduction de marchandises (toujours relative) qui en découle.

Tous ceux qui se réfèrent à Marx l'ont appris depuis longtemps : pour survivre, le capitalisme doit continuer, vaille que vaille, à " extorquer " la plus-value pour réaliser le profit. C'est un impératif absolu pour le fonctionnement du système mais aussi pour sa reproduction. C'est aujourd'hui ce qui lui donne ce

caractère prédateur et brutal, non seulement au niveau du travail et de l'emploi, mais dans tous les domaines de la vie sociale.

LA CRISE DE L'EURO : LA CHINE, L'EUROPE ET L'AMERIQUE

Pour illustrer concrètement les mécanismes généraux de la concurrence dans le cadre du " capitalisme mondialisé ", on peut simplement, au niveau européen, rappeler quelques éléments de la chronique financière de cet automne 2011.

Le mardi 13 septembre 2011, alors que les Bourses européennes continuaient leur dégringolade, que les taux d'intérêt des obligations d'Etat italiennes s'envolaient, la Chine réaffirmait " sa confiance dans l'économie européenne et dans l'euro ", tout en engageant des discussions, par l'intermédiaire du fonds souverain China Investment Corp., pour le rachat d'une partie de la dette " souveraine " de l'Italie. En effet, selon un économiste chinois autorisé cité par l'A.F.P., pour la Chine, " les obligations italiennes pourraient s'avérer de bonnes affaires " et la Chine " devrait voir si elle peut tirer un avantage de cette opportunité (la crise de la dette) pour faire une percée dans ses relations et sa coopération avec des pays européens comme l'Italie et la France". Pour la Chine, " l'aide " à l'Europe serait une occasion de diversifier le placement de ses réserves de change (2300 milliards d'euros), trop exclusivement orientées vers les obligations d'Etat américaines mais aussi (selon le " China Daily " cité par " Le Monde " du 15 septembre) de réaliser, en ces temps de crise, " des fusions et des acquisitions dans la zone euro, plus particulièrement pour les entreprises de haute technologie ".

Finalement, ce même 13 septembre, les discussions entre la délégation du fonds souverain chinois et l'Italie échoueront, accentuant, le jour même, la rechute des Bourses en Europe et à Wall Street, mais l'épisode est révélateur de l'ampleur de la crise de l'euro et l'impuissance politique et financière des pays créanciers censés " sauver " la Grèce de la faillite. Si, bien évidemment, les Chinois avaient pu prendre en charge une partie de la dette italienne (plus de 1900 milliards d'euros), d'une toute autre dimension que celle du Portugal ou de la Grèce, les " marchés " et surtout les banques créancières en très grosse difficulté (notamment françaises et allemandes) en auraient été soulagés d'autant. Peut-être la dette souveraine italienne n'aurait-elle pas été dégradée par Standard & Poor's une semaine plus tard avec maintenant un endettement équivalent à 120% de son Produit Intérieur Brut. L'Italie, troisième économie de l'Union monétaire et

selon un expert, ultime " pare-feu " de la France, est directement menacée d'une crise de liquidité de ses banques et ne sera pas en mesure, pour des raisons sociales et politiques évidentes de mettre en pratique les plans " d'austérité " préconisés par la Banque Centrale Européenne. Restera alors le recours à la Banque Centrale Européenne et à un " fonds de sauvetage " de la zone euro encore dans les limbes et dont l'Italie devait justement être un des principaux contributeurs...

Ce n'est donc pas faire preuve de catastrophisme que de considérer que l'ensemble du système de banques européen est maintenant menacé. L'impuissance des différents " sommets " et réunions " de crise " à simplement stabiliser (sinon résoudre) la situation, révèle le profond désarroi politique des responsables d'une Europe économique " virtuelle ", construction institutionnelle et juridique artificielle, mise au service des partisans de la mondialisation et des dirigeants du capital international.

Que le premier ministre chinois Wen Jiabao se dise aujourd'hui " prêt à aider les Européens " s'ils font preuve " de plus de responsabilité et s'ils mettent de l'ordre dans leurs maisons " n'est pas simplement une outrecuidance vexatoire, cela témoigne de l'évolution de la crise mondiale depuis 2008 : de nouveaux rapports de force politiques et économiques, une nouvelle configuration géopolitique mondiale se sont progressivement mis en place où, incontestablement la " vieille Europe " mais aussi les Etats-Unis se voient directement contester leur place au plan international.

l'accélération de la crise ouverte de la zone euro commencée en Août 2011 a pu être aussi considérée comme une nouvelle phase de la rivalité entre l'euro et le dollar¹. Certains analystes ont cru y voir un " complot " des anglo-saxons contre la monnaie européenne. Selon " l'eurosceptique " " Financial Times " de Londres, des financiers à " Wall Street " et à la " City " auraient été suspectés de participer à des attaques contre l'Euro afin de mettre les banques européennes (et françaises en particulier) en difficulté afin de faciliter ainsi leur rachat par des banques américaines (thèse reprise en France par Laurence Parisot, responsable du MEDEF). En fait, il n'était nul besoin d'organiser un complot pour que les spéculateurs, notamment ceux liés aux " hedge funds ", fonds de placement à risque, décident de " jouer à la baisse " la dette grecque pour concrétiser leurs gains. C'est ce qui s'est effectivement passé début septembre.

Il est aussi évident que les Etats-Unis (pays surendetté et qui a donc besoin que les autres pays, notamment la Chine, lui achètent une part de son énorme dette) doivent aujourd'hui faire en sorte que le dollar reste, par-delà ses difficultés, la monnaie de référence internationale et qu'ils ont donc tout intérêt à " décrédibiliser " l'euro.

Pourtant la faillite d'un Etat européen aurait aujourd'hui d'énormes conséquences pour l'économie mondiale. C'est la raison pour laquelle, Timothy GEITHNER, secrétaire au Trésor américain et artisan des " plans de relance " du Président OBAMA est venu, le 16 septembre à la réunion de l'Eurogroupe en Pologne pour inciter les Européens à " agir de façon décisive et à parler d'une seule voix ". La " division " des Européens fait peser un " risque catastrophique à l'économie mondiale " a t'il estimé, considérant que la croissance européenne " pourrait être virtuellement à l'arrêt à la fin de l'année ". Mais le Président de l'Eurogroupe lui a, au cours de cette même réunion, répondu qu'il n'y avait plus, dans la zone euro, " aucune marge de manoeuvre pour lancer un nouveau plan de soutien à l'économie ".

En effet, les mécanismes dits " keynésiens " de relance², en fait surtout jusqu'à présent la création massive de monnaie par la planche à billets (la " monétisation " des dettes) n'ont fait que repousser les échéances, sans permettre la relance des investissements. Ils n'ont contribué qu'à l'augmentation incontrôlable de l'endettement des Etats. Désormais inopérants, ils rendent nécessaire une nouvelle " purge " du système où cette fois, il faudra bien tenter de solder les comptes. C'est la raison pour laquelle les banques européennes, renflouées à grand frais par les Etats après 2008 et qui avaient ensuite, pour élargir leurs profits, massivement prêté à des pays insolubles seraient maintenant contraintes de " sacrifier " une partie de leurs créances et d'être rapidement " recapitalisées ".

FAILLITES-RECAPITALISATION DES BANQUES : UN NOUVEAU 2008 ?

Aujourd'hui, selon des données récentes, les banques de l'Union monétaire seraient dotées de 32.500 milliards d'euros d'actifs, dont une part de crédits pourris ou toxiques. Ce montant représente 350% du PIB de cette même zone euro (aux Etats-Unis, ce même ratio est d'environ 80%). Cela confirme le fait que, pour les banques européennes (et le capital financier auquel elles sont adossées), le crédit a constitué, dans la période 2008-2010, un élément très important, bien que parfaitement artificiel et pervers, de valorisation du capital.

Non seulement ces banques ont massivement souscrit aux emprunts d'Etat émis par des Etats souverains du Sud et de l'Est européen, non seulement elles ont " accompagné " des projets d'investissement non rentables (les autoroutes portugaises en sont un bon exemple) mais elles ont aussi pris des participations, voire directement le contrôle de banques dans ces mêmes Etats. Ces banques (dans la plupart des

cas des filiales des grands groupes bancaires européens) n'ont pas été en mesure d'impulser une activité productive rentable donc de " rembourser " les avances en capital consenties. Ce sont ces trois éléments cumulés qui constituent aujourd'hui les bases de l'endettement considérable des principaux réseaux de banque européens.

Mais c'est le cadre européen de l'euro, " monnaie unique " et aussi les fonds européens qui ont été le véhicule de la politique " monétaire " de la Banque Centrale Européenne qui a pu fournir, à très bas taux, aux banques créancières, le crédit nécessaire à ces diverses opérations. Ces banques prêteuses en ont tiré, pendant un temps, de substantiels bénéfices puisque prêtant elles-mêmes à un taux beaucoup plus élevé. C'est le défaut de paiement de la Grèce qui a été le révélateur d'un surendettement qui trouve sa source, à la fois dans la poursuite de la dérégulation financière et dans l'appât du gain des banquiers.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement pour les banques de tenter de récupérer leurs créances sur la Grèce, pays quasi-insolvable, mais aussi, avec des montants plus importants encore, sur l'Italie, l'Espagne (dont les notes de dettes souveraines ont été de nouveau abaissées début Octobre 2011) mais aussi sur le Portugal et d'autres pays est-européens. Alors qu'il y a quelques mois à peine, ces banques avaient fait l'objet de " tests " de résistance positifs (" stress " tests), elles révèlent brutalement l'insuffisance de leurs fonds propres, leur sous-capitalisation. Encombrées de titres de dette souveraine fortement décotés (négociables parfois à moins de la moitié de leur valeur d'émission), elles en appellent de nouveau aux Etats, et en premier lieu au " couple " franco-allemand, censé garantir la stabilité de la zone euro.

En France, la faillite de la Banque DEXIA est venue confirmer la difficulté de la situation. DEXIA est l'exemple type de ces banques qui avaient " prospéré " avec la crise, à partir, en France, essentiellement d'activités " de marché " et de souscription de dettes " souveraines "4. La faillite de DEXIA est annonciatrice d'autres défaillances bancaires en Europe.

Désormais, la crise du " politique " aux Etats-Unis, en Allemagne, en France et dans tous les pays endettés interfère directement avec la crise financière et sociale. Aucune mesure partielle ne peut résoudre les problèmes de fond. Toutes les mesures financières actuellement prises relèvent de l'urgence, destinées à parer au plus pressé, sans vraiment " rassurer les marchés ", c'est-à-dire le capital et la finance spéculative.

Le Fonds Européen de Stabilisation Financière (FESF), laborieusement mis en place il y a quelques mois ne dispose pas de moyens suffisants pour les recapitaliser (c'est-à-dire augmenter leurs fonds propres). Les banques les plus exposées aux dettes

souveraines des pays en détresse comme la Grèce ou l'Italie (mais aussi l'Espagne dont la dette a été de nouveau dégradée à la mi-octobre) sont donc maintenant directement menacées de faillite, avec toutes les conséquences sociales et politiques qui peuvent en découler. En un mois, leurs cours de Bourse se sont effondrés et leur capitalisation boursière s'est brutalement réduite. Se recapitaliser consisterait pour elles à s'adresser aux "marchés", à leurs actionnaires (notamment à leurs dirigeants qui ont profité largement des "bonus") pour augmenter le niveau des fonds propres, voire à solliciter des "repreneurs" étrangers. Mais qui accepterait de s'engager maintenant vers des opérations aussi risquées ? Donc, l'ultime recours de la finance, face à la menace d'une déconfiture bancaire généralisée, ce sont désormais les Etats.

C'est bien ce qui s'est encore passé le 27 Octobre à Bruxelles, à l'issue d'une folle semaine de négociations et d'un nouveau "sommet" volontairement dramatisé. Pour "sauver" la Grèce, il a été nécessaire de lui consentir une aide supplémentaire de 30 milliards d'euros et surtout, les banques prêteuses ont été cette fois contraintes d'accepter une décote de 50% de leurs titres sur ce pays, "effaçant" ainsi une partie de leur dette publique. Cet abandon de créances, considéré comme "volontaire" n'entraînera pas les mécanismes classiques "d'assurance" (notamment les fameux CDS, Crédit Default Swaps,) qui sont censés protéger les créanciers de la faillite d'un emprunteur. L'endettement de la Grèce envers le FMI et la Banque centrale européenne ne sera pas réduit d'un dollar.

Mais quelle sera la contrepartie de cette aide ? Que la Grèce poursuive les plans d'austérité en cours et accélère les privatisations pour atteindre quinze milliards d'euros. Ces mesures devraient alors, à l'horizon 2020 (!!), ramener l'endettement de la Grèce de 160 à 120% de son Produit Intérieur Brut, lui permettant alors de revenir "sur les marchés". En fait, tout cela supposerait un redémarrage de l'économie grecque (en "croissance négative" depuis 2008) et un bond de ses exportations (seulement 7% du PIB dont tourisme et armement maritime, le plus faible taux de la zone euro) et aussi des rentrées fiscales provenant d'activités économiques rentables. Les récents développements de la situation dans ce pays ne vont pas dans ce sens.

L'avenir reste très problématique dans la mesure où le FESF censé constituer un "fonds de sauvetage" financier de la zone euro n'a pas été "autorisé", suite au refus de l'Allemagne, à avoir accès aux ressources en principe "illimitées" de la Banque Centrale Européenne. Simplement sa "force de frappe" a été théoriquement accrue puisqu'il pourrait désormais "garantir" jusqu'à 1000 milliards d'euros de prêts émis par les Etats européens. Mais cet échafaudage instable de garanties révèle d'emblée ses limites si l'on veut bien considérer que les principaux contributeurs à ce fonds (en 2ème, 3ème,

4ème position : la France, l'Italie et l'Espagne) pourraient, dans un proche avenir, être amenés à solliciter son aide !

Qui pourrait donc désormais, dans ce chaos politico-financier, " sauver " l'Euro en participant au " fonds de sauvetage " européen et au renflouement des banques créancières de pays en déficit ? Les pays dits " émergents " ont été sollicités pour fournir leur " aide ". Parmi ceux-ci, la CHINE revient en première ligne. Déjà souscriptrice d'obligations émises par le FESF, elle pourrait apporter encore de 35 à 70 milliards d'euros. La condition : accéder rapidement au " statut d'économie de marché " de l'Organisation Mondiale du Commerce, c'est-à-dire permettre à ses marchandises (et à ses investissements) d'accéder plus librement aux pays européens. La Chine, la plus grande économie du monde à surplus d'exportation, donc avec des réserves considérables, serait financièrement la mieux placée pour aider l'Europe. Elle demandera cependant des garanties solides pour souscrire aux dettes souveraines de l'eurozone ainsi que l'accès à ses marchés. D'un autre côté, pour poursuivre ses exportations, affirmer son influence en Europe, elle a tout intérêt à " sauver " la zone euro, l'empêcher si possible d'entrer dans une nouvelle phase de dépression.

Ces conflits " d'hégémonisme " découlent, là encore des mécanismes généraux de la concurrence, révélant la place prise par les nouveaux venus dans les échanges mondiaux. Cette interdépendance mondiale accrue, la " pression " chinoise, pourraient, selon certains, favoriser une plus grande intégration du capital au niveau européen, pour d'autres contribuer davantage à aiguïser les rivalités commerciales au sein même de l'eurozone.

UNE CRISE DU CAPITALISME DE CONCURRENCE ET DE SUR-ACCUMULATION

Comment en est-on arrivé là ? Telle est la question qu'il faut aujourd'hui se poser, trois ans maintenant après le déclenchement de cette crise à l'automne 2008, le point de départ pouvant être constitué par la faillite de la banque Lehmann Brothers aux Etats-Unis.

Rappelons qu'il y a à peine un an (au début de 2011), bon nombre d'économistes et d'experts avaient considéré que le gros de la crise était désormais passé et que la " reprise ", bien que lente et difficile, était désormais assurée. D'autres avaient estimé que les nouveaux pays émergents (dont la Chine) constituaient désormais les " locomotives " de l'économie mondiale et que leur forte croissance, notamment en termes de Produit intérieur brut et de surplus à l'exportation, permettrait

une relance progressive des échanges et de la production. Certaines projections quantitatives prévoyaient une reprise " en double creux " (double dip) : un premier redressement des indicateurs de la production serait suivi d'une rechute, avant une sortie définitive de l'ornière. Le problème est que, si l'on se situe à un niveau macro-économique global, ce premier redressement n'a pas eu lieu et que la grave crise financière et monétaire événements de l'automne 2011 nous éloigne encore pour longtemps de cette perspective.

En fait, la crise actuelle, comme toute crise du mode de production capitaliste doit d'abord être considérée comme une crise de valorisation du capital. Pour " réaliser " la valeur, il est non seulement nécessaire de dégager un profit pour rémunérer les investisseurs et les apporteurs de capitaux mais aussi d'assurer la reproduction du capital investi.

Pour le redire ici de manière très générale et d'un point de vue global, les difficultés pour le capital à dégager des profits suffisants dans la sphère " productive " faute de rencontrer, sur les marchés mondiaux, une demande solvable suffisante (en particulier aux Etats-Unis) a conduit le système à rechercher, par tous les moyens, d'autres modes de valorisation. Le secteur " réel ", en raison d'une concurrence internationale accrue, ayant vu se restreindre les investissements " rentables ", générateurs de profits, base même de l'accumulation capitaliste, d'autres opportunités de gain ont été explorées. Ainsi, au début des années 2000, l'orientation du capitalisme vers le support constitué par la " Net-économie " a pu être considérée comme une des manifestations les plus spectaculaires de la difficulté du capital à continuer sa valorisation dans le secteur réel. On assistera dans ce secteur à la création d'une bulle artificielle de sur-investissement qui engendrera une surproduction d'offres de services. La déconnexion par rapport aux besoins réels du marché conduira au krach de cette " Net-économie ". D'autres formes de valorisation seront mises en oeuvre, surtout par délocalisation vers des pays " périphériques " à bas coût de main d'oeuvre.

S'affirmant progressivement, à partir des années 1980, la " financiarisation " des économies a donc consisté à rechercher dans l'activité bancaire, dans la spéculation financière des opportunités de profit à côté de la sphère " réelle " directement productrice de marchandises ou de services.

Le crédit a été un des principaux véhicules de cette financiarisation puisqu'il a permis de maintenir, pour un temps, un certain niveau de consommation en dépit de revenus salariaux en baisse. Jusqu'au déclenchement de la crise ouverte fin 2008, les Etats-Unis ont été l'exemple-type de ce modèle de crédit et de spéculation, modèle générateur de capital qu'on peut considérer comme " fictif " puisque ne conduisant pas à une véritable accumulation car étant effectuée avec des capitaux pouvant à tout moment refluer hors du système. Ce système de crédit a été poussé

à l'extrême aux Etats-Unis où, avec la garantie de l'Etat, les banques ont pu faire souscrire, à des ménages en partie insolubles, des prêts pour l'accession à la propriété immobilière (les fameux prêts Ninja) pour accéder à la propriété. Lorsque le retournement du secteur immobilier se produira, ces prêts " sub-prime " deviendront irrécouvrables et ce sont les banques prêteuses et les organismes hypothécaires qui les ont garanties qui entrèrent en faillite. On sait comment, après 2008, cette crise s'est diffusée, via les " prêts toxiques " dans de nombreuses banques dans le monde entier.

S'il apparaît que la crise des sub-prime aux Etats-Unis et l'effondrement boursier mondial qui a suivi ont bien été l'élément déclencheur de la crise mondiale, cette dernière n'est pourtant compréhensible, dans ses développements ultérieurs, qu'en considérant la séquence longue d'évolution de l'économie " réelle ". Si la mondialisation des économies (prééminence du " marché ", libéralisation " sauvage " des échanges, dérégulation et décloisonnement des institutions de banque et de bourse, déréglementation du marché du travail) a favorisé l'avènement de la crise et ensuite permis sa diffusion dans le monde entier, il faut pourtant, par delà ce constat, la considérer d'abord comme une crise du capitalisme de concurrence.

La concurrence est inhérente au système. Elle suppose la " chasse " permanente aux profits, aux opportunités de valorisation des capitaux disponibles. C'est " l'aiguillon de la concurrence " qui pousse à la baisse des profits compte tenu de l'insuffisance de la demande solvable sur les marchés. La " loi " de baisse tendancielle du taux de profit découle logiquement de cette analyse.

La crise a conduit à une baisse, souvent brutale, de l'activité économique et donc du chiffre d'affaires des entreprises. Dans la plupart des secteurs, elles en ont profité pour rationaliser la production : rationalisation des structures, délocalisation de certaines productions ou d'entreprises entières vers des pays à bas coût de main d'oeuvre, licenciements, chômage partiel, baisse des salaires lorsque la résistance des salariés était insuffisante.

Il n'est pas question ici d'analyser en détail les formes prises, dans les différents pays, par ces restructurations mais il est évident que leur objectif, dans un contexte de concurrence exacerbée par le déroulement même de la crise, était l'abaissement des prix de production des marchandises et des services afin d'en réduire le prix sur des marchés " globaux " de plus en plus compétitifs et mondialisés.

Dans les pays industrialisés du " centre ", est apparu, dans de nombreuses branches, un excès de capacités de

production. Des équipements, des usines entières ont été sont mises au rebut, d'autres ont cessé de produire. Une recomposition du capital s'est opérée à l'échelle mondiale non seulement dans les " vieux " secteurs de l'activité manufacturière¹² (maintenant d'ailleurs devenus, dans ces pays, un secteur restreint de la production globale : 7% du PIB aux Etats-Unis) mais aussi dans tous les autres secteurs : ceux de la distribution et du transport, dans les technologies de l'information et de la presse, dans toutes les activités de service, de Banque et de Bourse. La position de la Chine comme " atelier du monde " s'en est trouvée renforcée et d'autres pays dits " émergents " comme l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud ont pu aussi, pendant un temps, bénéficier de transferts de capitaux en quête de valorisation.

Cette dimension géopolitique de la restructuration depuis 2008 d'un capitalisme déjà largement mondialisé est un élément essentiel pour comprendre la situation d'aujourd'hui. Ce qui s'est traduit sur le terrain par des " licenciements boursiers ", en Europe, en Amérique et ailleurs, a été accompagné par des changements importants dans la structure financière de nombreuses entreprises: prises de participation de banques ou de fonds de pension, fusions entre firmes, changements de raison sociale suite à des concentrations, des fusions ou de nouvelles introductions en Bourse. Au lendemain de la crise, en 2009, les opérations sur le capital des entreprises (fusions, acquisitions, OPA amicales ou hostiles) ont été ralenties mais elles avaient repris fortement depuis lors et retrouvé leur rythme d'avant-crise. Ces transformations, plus ou moins rapides selon les résistances sociales rencontrées ont été parfois accompagnées par des " aides " financières des Etats et des banques centrales, l'objectif recherché étant toujours l'abaissement du " coût des facteurs de production et notamment du premier d'entre eux : le travail.

Du point de vue de la " séquence " de crise initiée en 2008, le brutal ralentissement de l'économie a révélé, dans la plupart des " vieux " pays industriels d'importantes surcapacités de production (statistiquement mesurables à travers la baisse du " taux d'utilisation des capacités productives "). Dans de nombreux secteurs, la crise a conduit à rendre obsolète une part du capital précédemment investi. Ce capital ne terminera jamais son cycle productif (en termes comptables, ne sera jamais amorti). Ce processus de dévalorisation, bien décrit par Marx, a conduit à une perte considérable de valeur, de fait à une destruction de valeur.

(à suivre)

Cet article est de Robert Rollinat, économiste. Il est publié avec l'autorisation

**de son auteur que nous
remercions ici.**

Modifié le mercredi 28 décembre 2011

Voir aussi dans la catégorie **Dossiers**



Dossier La Commune de Paris 150e anniversaire

Notre journal La Commune propose à ses lecteurs deux dossiers consacrés au 150e anniversaire de la Commune de Paris : le premier, dans le numéro 127, retrace, à la lecture de La Guerre civile en... >>



Dossier santé

30 004 morts : le bilan du COVID-19 en France est le résultat de 40 ans d'attaques de l'hôpital public ! TOUS COUPABLES ET RESPONSABLES ! En France, la population paye un très lourd tribut humain,... >>



Le projet Macron de réforme des retraites en 10 questions-réponses

L'histoire de notre système de retraites par répartition, celle de sa casse, des « réformes » successives et des discours qui les accompagnent, est essentielle pour comprendre le projet Macron,... >>



Qu'est-ce que l'Union européenne ?



Première partie Nous sommes partisans de la rupture avec l'Union européenne et ses institutions. Nous militons pour l'abrogation des traités dit « européens » et inconditionnellement pour «... »

Un VRAI travail Un VRAI salaire



Comment naît le besoin d'un parti des travailleurs

« Personne ne nous représente ». Cet ouvrier de Roubaix sollicité par le Point 1 à propos des élections exprime la sensation de millions de salariés. Beaucoup de gens ne supportent plus ces... »



Pourquoi militer avec La Commune ?

Notre journal La Commune paraît depuis bientôt vingt-cinq ans. Notre site web met à la disposition de tous quinze années d'archives (articles - documentation - lettres d'information -... »
